

Art. 9/2. Le fonctionnaire dirigeant a la délégation d'exécuter, conformément au règlement, les tâches suivantes dans le cadre du programme opérationnel :

- 1° établir et soumettre à la Commission les demandes de paiement et certifier qu'elles procèdent de systèmes de comptabilité fiables, sont fondées sur des pièces justificatives susceptibles d'être vérifiées, et sujettes à des vérifications par l'organisme qui assume les fonctions visées à l'article 125 du présent règlement ;
- 2° établir les comptes visés à l'article 59, alinéa 5, a), du Règlement financier ;
- 3° certifier l'intégralité, l'exactitude et la véracité des comptes et attester que les dépenses comptabilisées sont conformes au droit applicable et ont été faites en rapport avec les opérations sélectionnées sur la base des critères applicables au programme opérationnel en vue d'un financement et qui sont conformes à la législation applicable ;
- 4° garantir qu'il existe un système dans lequel les données comptables pour chaque opération sous forme informatisée sont enregistrées et conservées et qui soutient toutes les données nécessaires à l'établissement des demandes de paiement et des comptes, y compris des informations concernant des montants à recouvrer, des montants recouverts et des montants retirés à la suite de l'annulation de tout ou partie de la contribution à une opération ou à un programme opérationnel ;
- 5° s'assurer, aux fins de l'établissement et de la présentation des demandes de paiement, qu'elle reçoit de l'organisme qui assume les fonctions visées à l'article 125 du règlement des informations appropriées sur les procédures suivies et les vérifications effectuées en rapport avec les dépenses ;
- 6° prendre en compte, dans le cadre de l'établissement et de la présentation des demandes de paiement, les résultats de tous les audits réalisés par l'autorité d'audit ou sous la responsabilité de celle-ci ;
- 7° conserver sous forme informatisée des données comptables sur les dépenses déclarées à la Commission et la contribution publique correspondante versée aux bénéficiaires ;
- 8° tenir une comptabilité des montants à recouvrer et des montants retirés à la suite de l'annulation de tout ou partie de la contribution à une opération. Les montants recouverts sont reversés au budget de l'Union, avant la clôture du programme opérationnel, par imputation sur l'état des dépenses suivant. ».

Art. 4. A l'article 13 du même arrêté est ajouté le membre de phrase « et du chapitre 8/1 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2016 ».

Bruxelles, le 24 mars 2016.

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et des Sports,
Ph. MUYTERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202331]

21 AVRIL 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la suppression de l'examen d'aptitude à l'encadrement et du brevet de direction et à la modification de la validation des compétences

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 juin 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2015;

Vu le protocole de négociation n° 678 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 21 janvier 2016;

Vu le rapport du 18 février 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 58.992/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 mars 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le Livre I^{er}, titre V, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, il est inséré un chapitre III comportant l'article 108bis rédigé comme suit :

« Chapitre III : De la formation des premiers adjoints, des premiers assistants, des premiers gradués, des premiers attachés et des directeurs.

Art. 108bis. Tout agent titulaire du grade de premier attaché, de premier gradué, de premier assistant ou de premier adjoint doit suivre au moins douze heures de formation par année civile.

Tout agent titulaire du grade de directeur doit suivre au moins dix-huit heures de formation par année civile.

Les formations ont pour objectif le développement des compétences liées aux fonctions d'encadrement des agents. »

Art. 2. Dans l'article 50, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le 4° est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 51 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots " l'article 49, § 2, 2° à 4° " sont remplacés par les mots " l'article 50, § 1^{er}, 2° et 3° ".

Art. 4. A l'article 53 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les 4° et 5° sont abrogés;

2° le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 5. A l'article 56 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le 4° est abrogé;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le 4° est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 65, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« A défaut d'agent remplissant toutes les conditions, peut être désigné un agent du Service public de Wallonie qui ne satisfait pas à la condition fixée à l'alinéa 1^{er}, 2°, ou, à défaut, un agent qui satisfait à cette condition mais ne remplit pas la condition d'ancienneté requise pour accéder à l'emploi. »

Art. 7. Dans l'article 84 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015, les mots "ou du brevet de direction, des examens d'aptitude à l'encadrement" sont abrogés;

Art. 8. Dans l'article 88, § 2, 4°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots "préparer et organiser l'examen d'aptitude à l'encadrement et préparer et organiser l'examen pour l'obtention du brevet de direction" sont abrogés.

Art. 9. Dans l'article 91*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots "du brevet de direction et/ou" sont abrogés.

Art. 10. Dans l'article 112, § 1^{er}, 3°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "de l'examen pour l'obtention du brevet de direction" et les mots "et des examens d'aptitude à l'encadrement" sont abrogés.

Art. 11. Dans le Livre I^{er}, titre VI, du même arrêté, le chapitre II, comportant les articles 127 à 131, est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 297*bis*, § 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le 4° est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 298 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le 4° est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 300, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les 4° et 5° sont abrogés.

Art. 15. L'article 309 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et du 19 janvier 2012, est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 309*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° dans l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 2, les mots "s'ils ne remplissent les conditions visées à l'article 53, § 2, 4° à 6°," sont remplacés par les mots "que s'ils sont classés en ordre utile suite à une procédure de promotion par avancement de grade à un grade d'encadrement";

3° l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 3, est abrogé;

4° l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 4, est abrogé.

Art. 17. Les procédures de promotions aux emplois d'encadrement dont l'appel à candidatures a été lancé avant le 1^{er} janvier 2016 sont poursuivies sur la base des dispositions qui leur étaient applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 19. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 avril 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/202331]

21. APRIL 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Abschaffung der Eignungsprüfung für eine Führungstätigkeit und des Direktionszeugnisses und die Abänderung der Bescheinigung der Kompetenzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 9. Juni 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Juni 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 21. Januar 2016 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 678 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Berichts vom 18. Februar 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 16. März 2016 abgegebenen Gutachtens Nr. 58.992/4 des Staatsrats, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Buch I Titel V des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird ein Kapitel III, das Artikel 108*bis* umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Kapitel III: Ausbildung der ersten Beigeordneten, der ersten Assistenten, der ersten Graduierten, der ersten Attachés und der Direktoren.

Art. 108*bis* Jeder Bedienstete im Dienstgrad eines ersten Attachés, eines ersten Graduierten, eines ersten Assistenten oder eines ersten Beigeordneten muss mindestens zwölf Ausbildungsstunden pro Kalenderjahr absolvieren.

Jeder Bedienstete im Dienstgrad eines Direktors muss mindestens achtzehn Ausbildungsstunden pro Kalenderjahr absolvieren.

Ziel dieser Ausbildungen ist es, die mit den Führungstätigkeiten der Bediensteten verbundenen Kompetenzen zu entwickeln. »

Art. 2 - In Artikel 50 § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird Punkt 4 aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel 51 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird der Wortlaut "Artikel 49, § 2, 2° bis 4°" durch den Wortlaut "Artikel 50, § 1, 2° und 3°" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 53 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2012, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In § 2 werden die Punkte 4 und 5 aufgehoben;

2° § 4 wird aufgehoben.

Art. 5 - In Artikel 56 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird Punkt 4 aufgehoben;

2° In § 1 Absatz 3, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird Punkt 4 aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 65 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, wird der erste Satz durch den folgenden Satz ersetzt:

«Falls keiner der Bediensteten alle Bedingungen erfüllt, kann ein Bediensteter des öffentlichen Dienstes der Wallonie bezeichnet werden, der die in Absatz 1, 2° festgelegte Bedingung nicht erfüllt, oder andernfalls ein Bediensteter, der diese Bedingung erfüllt aber nicht die Bedingung bezüglich des erforderlichen Dienstalters, um zu der Stelle zugelassen zu werden.»

Art. 7 - In Artikel 84 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015, wird der Wortlaut "oder des Direktionszeugnisses, an Eignungsprüfungen für eine Führungsfähigkeit" gestrichen;

Art. 8 - In Artikel 88 § 2 Ziffer 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird der Wortlaut "die Eignungsprüfung für eine Führungsfähigkeit vorbereiten und organisieren und die Prüfung zur Erlangung des Direktionszeugnisses vorbereiten und organisieren" gestrichen.

Art. 9 - In Artikel 91*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird der Wortlaut "des Direktionszeugnisses und/oder" gestrichen.

Art. 10 - In Artikel 112 § 1 Ziffer 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden der Wortlaut "die Prüfung zur Erlangung des Direktionszeugnisses" und der Wortlaut "und die Eignungsprüfungen für die Führungsfähigkeit" gestrichen.

Art. 11 - In Buch I Titel VI desselben Erlasses wird Kapitel II, das die Artikel 127 bis 131 umfasst, aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 297bis § 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird Punkt 4 aufgehoben.

Art. 13 - In Artikel 298 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird Punkt 4 aufgehoben.

Art. 14 - In Artikel 300 § 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die Punkte 4 und 5 aufgehoben.

Art. 15 - Artikel 309 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und vom 19. Januar 2012, wird aufgehoben.

Art. 16 - In Artikel 309bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird aufgehoben;

2° Im ehemaligen Absatz 3, der zum Absatz 2 wird, wird der Wortlaut "wenn sie die in Artikel 53, § 2, 4° bis 6° erwähnten Bedingungen nicht erfüllen" durch den Wortlaut "es sei denn, sie infolge eines Verfahrens zur Beförderung durch Aufsteigen in einen Führungsgrad als beförderungsfähig eingestuft sind" ersetzt;

3° Der ehemalige Absatz 4, der zum Absatz 3 wird, wird aufgehoben;

4° Der ehemalige Absatz 5, der zum Absatz 4 wird, wird aufgehoben.

Art. 17 - Die Verfahren zur Beförderung in Führungsstellen, deren Aufruf an die Bewerber vor dem 1. Januar 2016 eingeleitet wurde, werden auf der Grundlage der auf sie vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses anwendbaren Bestimmungen fortgesetzt.

Art. 18 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2015 wirksam.

Art. 19 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. April 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202331]

21 APRIL 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de afschaffing van het bekwaamheidsexamen inzake omkadering en van het directiebrevet en betreffende de wijziging van de bevestiging van de vaardigheden

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juni 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juni 2015;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 678 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 21 januari 2016;

Gelet op het rapport van 18 december 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 58.992/4 van de Raad van State, gegeven op 16 maart 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In Boek I, titel V, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode wordt een hoofdstuk III, dat artikel 108bis omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk III : Opleiding van de eerste adjuncten, eerste assistenten, eerste gegradueerden, eerste attachés en van de directeurs.

Art. 108bis. Elke ambtenaar die houder is van een graad van eerste attaché, eerste gegradueerde, eerste assistent of eerste adjunct moet een opleiding van ten minste 12 uur per kalenderjaar volgen.

Elke ambtenaar die houder is van de graad van directeur moet een opleiding van ten minste 18 uur per kalenderjaar volgen.

De opleidingen hebben de ontwikkeling van de vaardigheden gebonden aan de kaderfuncties van de ambtenaren tot doel. »

Art. 2. In artikel 50, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt 4° opgeheven.

Art. 3. In artikel 51 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "artikel 49, § 2, 2° tot 4°" vervangen door de woorden "artikel 50, § 1, 2° en 3°".

Art. 4. In artikel 53 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, worden de punten 4° en 5° opgeheven;

2° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 5. In artikel 56 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 wordt 4° opgeheven;

2° in § 1, derde lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 wordt 4° opgeheven.

Art. 6. Artikel 65, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, wordt de eerste zin vervangen als volgt :

« Bij gebrek aan een ambtenaar die alle voorwaarden vervult, kan een ambtenaar van de Waalse Overheidsdienst, die niet voldoet aan de in het eerste lid, 2°, bepaalde voorwaarde, of bij gebrek, een ambtenaar die aan die voorwaarde voldoet maar die de anciënniteitsvoorwaarde vereist om de betrekking te bekleden, niet vervult, aangewezen worden. »

Art. 7. In artikel 84 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015, worden de woorden "of van het directiebrevet, aan bekwaamheidsexamens inzake omkadering" opgeheven;

Art. 8. In artikel 88, § 2, 4°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 worden de woorden "de voorbereiding en de organisatie van het geschiktheidsexamen voor staffuncties en de voorbereiding en de organisatie van het examen voor het behalen van het directiebrevet" opgeheven.

Art. 9. In artikel 91*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden "het directie- en/of het managementsbrevet" vervangen door het woord "het managementsbrevet".

Art. 10. In artikel 112, § 1, 3°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 worden de woorden "het examen voor het behalen van het directiebrevet" en de woorden "en het geschiktheidsexamen voor staffuncties" opgeheven.

Art. 11. In Boek I, titel VI, van hetzelfde besluit, wordt hoofdstuk II dat de artikelen 127 tot 131 omvat, opgeheven.

Art. 12. In artikel 297*bis*, § 3, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt 4° opgeheven.

Art. 13. In artikel 298 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt 4° opgeheven.

Art. 14. In artikel 300, § 2, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de punten 4° en 5° opgeheven.

Art. 15. Artikel 309 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 19 januari 2012, wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 309*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het voormalige derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden "mogen geen staffunctie toegekend krijgen als ze niet voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 53, § 2, 4° tot 6°" vervangen door de woorden "mogen slechts een staffunctie toegekend krijgen indien ze in nuttige orde voorkomen ten gevolge van een bevorderingsprocedure door verhoging in graad tot een staffunctie";

3° het voormalige vierde lid, dat het derde lid wordt, wordt opgeheven;

4° het voormalige vijfde lid, dat het vierde lid wordt, wordt opgeheven.

Art. 17. De procedures inzake de bevorderingen tot de staffuncties waarvan de oproep tot de kandidaten voor 1 januari 2016 is ingediend, worden voortgezet op basis van de bepalingen die op hen van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 19. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 april 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX